

Brochure n° 3238

Convention collective nationale

IDCC : 1558. – **INDUSTRIES CÉRAMIQUES DE FRANCE**

AVENANT N° 40 DU 9 DÉCEMBRE 2009
RELATIF AUX SALAIRES MENSUELS CONVENTIONNELS

NOR : *ASET1050276M*
IDCC : 1558

Entre :

La confédération des industries céramiques de France,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFTD ;

Le syndicat national des cadres, agents de maîtrise et techniciens des industries céramiques CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le présent accord a pour objet de revaloriser, dans l'industrie céramique, les barèmes de rémunération minimale de base et des rémunérations minimales garanties. Il entérine également la modification du montant de la prime de vacances et les dispositions sur des engagements prévus à l'avenant n° 39.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique aux entreprises visées dans le champ d'application de la convention collective des industries céramiques de France (art. G1).

Article 2

Domaine de l'accord

Article 2.1

Barème minimum conventionnel de base des personnels ouvriers et ETAM

En préalable, il est rappelé que la référence à un barème minimum conventionnel de base sert uniquement aux calculs des dispositions insérées à l'article O2 de la convention collective des industries céramiques de France, sur le travail de nuit et le travail du dimanche.

Le barème minimum conventionnel de base prévu aux articles O13 et E16 modifié par avenant n° 39 à la convention collective nationale des industries céramiques de France est fixé par le barème figurant en annexe I établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Pour toute référence horaire, le barème minimum conventionnel de base est divisé par 151,67 heures ou l'horaire affiché équivalent.

Article 2.2

Salaire minimum garanti des personnels ouvriers et ETAM

Le salaire minimum conventionnel garanti est fixé par le barème figurant en annexe II du présent avenant, établi sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois.

Pour toute référence horaire, le barème du salaire minimum conventionnel garanti est divisé par 151,67 heures ou l'horaire affiché équivalent.

Article 2.3

Grille des appointements mensuels minima des personnels cadres

Les appointements mensuels minima garantis de la grille des personnels cadres sont fixés selon le barème figurant en annexe III.

Article 2.4

Egalité de rémunération hommes-femmes

Une étude des salaires est lancée au sein des entreprises de notre secteur industriel afin d'étudier les écarts de rémunération qui pourraient exister entre les hommes et les femmes. Les négociations sur ce thème ont été ouvertes le 24 septembre 2009 et se poursuivront au cours de l'année 2010.

Article 2.5

Revalorisation de la prime de vacances prévue à l'article O16 de la convention collective des industries céramiques françaises

Conformément à l'article O16 de la convention collective des industries céramiques de France, la prime de vacances est actuellement égale à 20 % du montant de l'indemnité de congé, calculée sur 4 semaines, et versée en plus de l'indemnité de congé payé.

Il a été convenu entre les partenaires sociaux de modifier l'article O16 pour fixer la prime de vacances à 22 % du montant de l'indemnité de congé, calculé sur 4 semaines.

Article 2.6

Rappel exceptionnel

Les partenaires sociaux ont convenu de maintenir la rédaction actuelle de l'article O15 de la convention collective des industries céramiques de France relatif au rappel exceptionnel.

Article 2.7

Délai de carence prévu à l'article O10 de la convention collective des industries céramiques de France

Les parties signataires conviennent de faire appel à un organisme extérieur désigné de manière paritaire en vue de mener une étude pour mesurer les conséquences de la diminution ou de la suppression du délai de carence sur l'absentéisme des salariés.

Des propositions seront formulées pour la réunion paritaire du 9 février 2010.

Article 2.8

Egalité professionnelle hommes-femmes et handicaps

La négociation sur l'égalité professionnelle hommes-femmes et sur le handicap a été ouverte et se poursuivra courant 2010. Un éventail de dispositions est à l'étude et le dialogue social sur ces thèmes est ouvert.

Article 3

Modalités d'application de l'accord

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée et pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales.

Le présent accord ne remet pas en cause les usages, les accords d'entreprise, d'établissement ou de groupe plus favorables aux salariés conclus avant son entrée en vigueur. Les accords d'établissement, d'entreprise, ou de groupe ne pourront déroger aux dispositions du présent accord que dans un sens plus favorable aux salariés.

Toute organisation syndicale représentative non signataire pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et pour le dépôt à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et au conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail recodifié L. 2231-5, L. 2231-6, L. 2261-1.

Il fera l'objet d'une demande d'extension en urgence auprès du ministère du travail, à l'initiative de la partie la plus diligente.

Les dispositions relatives au présent accord entreront en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant son extension.

Fait à Paris, le 9 décembre 2009.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barèmes minima de base des personnels ouvriers et ETAM des industries céramiques

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	BARÈME MINIMUM MENSUEL (pour 151,67 h)
I	125	1 145
	130	1 148
	135	1 153
	140	1 160
II	135	1 153
	145	1 162
	155	1 173
	160	1 186
III	155	1 173
	175	1 199
	190	1 245
	200	1 274
IV	190	1 245
	210	1 299
	230	1 358
	240	1 390
V	230	1 431
	250	1 532
	260	1 582
	270	1 631
VI	260	1 582
	280	1 682
	290	1 732
	300	1 783

NIVEAU	COEFFICIENT	BARÈME MINIMUM MENSUEL (pour 151,67 h)
VII	290	1 732
	310	1 834
	330	1 933
	350	2 032

ANNEXE II

Grille de salaires minima garantis des personnels ouvriers et ETAM des industries céramiques (SMGP)

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	BARÈME MINIMUM MENSUEL (pour 151,67 h)
I	125	1 345,00
	130	1 347,83
	135	1 351,90
	140	1 354,96
II	135	1 351,90
	145	1 358,01
	155	1 362,08
	160	1 365,14
III	155	1 362,08
	175	1 368,19
	190	1 392,62
	200	1 418,07
IV	190	1 392,62
	210	1 443,52
	230	1 468,97
	240	1 522,93
V	230	1 468,97
	250	1 578,92
	260	1 636,94
	270	1 697,01
VI	260	1 636,94
	280	1 763,18
	290	1 831,38
	300	1 902,64

NIVEAU	COEFFICIENT	BARÈME MINIMUM MENSUEL (pour 151,67 h)
VII	290	1 831,38
	310	1 977,97
	330	2 053,31
	350	2 132,71

ANNEXE III

Grille des appointements mensuels minima des cadres

(En euros.)

ANNÉE D'EXPÉRIENCE	COEFFICIENT	SALAIRE (pour 151,67 h)
Position 1		
Avant 1 an	78	1 875,16
1 an	86	2 045,16
2 ans	93	2 192,77
3 ans	100	2 341,40
Position 2 (catégories A, B et C)	100	2 341,40
Après 3 ans en position 2	108	2 511,41
Après 3 ans au coefficient 108	114	2 638,66
Après 3 ans au coefficient 114	120	2 764,89
Après 3 ans au coefficient 120	126	2 892,14
Après 3 ans au coefficient 126	132	3 019,39
Après 3 ans au coefficient 132	138	3 146,64
Position 3		
III A	138	3 146,64
III B	180	4 037,39

Les appointements réels sont déterminés dans chaque établissement ou entreprise.

Les appointements mensuels bruts réels d'un cadre sont constitués comme suit :

- d'une part, d'une partie fixe correspondant aux derniers appointements mensuels bruts perçus ;
- d'autre part, d'une partie variable correspondant au 1/12 des primes, gratifications ou indemnités habituelles de l'entreprise, à caractère contractuel ou faisant partie intégrante de la rémunération, ainsi que les avantages en nature perçus durant les 12 derniers mois.